



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2911  
17 mai 2024  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **JO ou pas, crise et guerre ne connaissent pas de trêve**

# **Il faut renverser le capitalisme!**

## **18, 19 et 20 mai à Presles**

# **La fête**

**Pages 7 à 10**



## **Européennes**

**La liste  
Lutte ouvrière  
le camp  
des travailleurs**

**Page 4**

**Leur société**

- Nouvelle-Calédonie: explosion de colère contre le mépris colonial 3
- Choose France: le gouvernement s'agite, les capitalistes disposent 3
- Flamme olympique: grand spectacle pour Macron 3
- Universités: le gouvernement veut museler la contestation 5
- Radio France: en grève pour la liberté d'expression 5
- Bardella en Moselle: rien contre les capitalistes 5
- Le RN, on ne l'a jamais essayé? 5
- Enfance en danger: l'impuissance voulue par l'État 6
- Congé parental, congé de naissance: alertez les bébés 6
- Index de l'égalité: la feuille de vigne du gouvernement 6
- Mayotte: crise sanitaire et mépris de l'État 13
- Guadeloupe: couvre-feu et coups de feu 13
- Police: naufrageurs de migrants 13
- Ferries Transmanche: une loi pour la galerie 13
- Jeux Olympiques: la flamme... les idées réactionnaires 16
- Une dure épreuve pour les travailleurs 16
- Course d'obstacles et prise de tête 16

**Européennes**

- Contre l'Europe des capitalistes, pour l'Europe des travailleurs 4
- Claire Rocher, infirmière hospitalière à Dijon 4
- Réunions publiques 4

**Dans le monde**

- Gaza: Biden continue d'armer les massacreurs 11
- Tunisie: Kaïs Saïed veut faire taire les opposants 11
- Russie: le coût de la guerre 12
- Argentine: deuxième grève générale 12

**Dans les entreprises**

- MA France 14
- Air Austral 14
- RATP 14
- Biogroup Lorraine 15
- Amaltis La Rochelle 15

**Fête de Lutte ouvrière**

- Le programme des trois jours 7-8-9-10
- Le plan 8-9

# Ni paix ni fraternité possibles sans renverser la dictature des capitalistes

« Les Jeux Olympiques doivent rester apolitiques », répètent Macron et ses ministres, qui les politisent eux-mêmes. Sous prétexte de la guerre en Ukraine, ils excluent la Russie et la Biélorussie des JO et ils ont banni la Russie de l'Eurovision.

Israël ne subit pas le même traitement. La candidate israélienne a pu concourir à l'Eurovision, alors que l'armée de son pays bombarde la ville de Rafah et affame les Gazaouis.

Ce « deux poids, deux mesures » n'est pas seulement révoltant. C'est une façon pour les dirigeants occidentaux d'essayer de nous endoctriner: pour eux, quoi qu'il fasse, un régime est fréquentable quand il est leur allié.

Pendant ce temps, ceux qui dénoncent les crimes du gouvernement israélien à Gaza sont accusés d'antisémitisme. En France comme aux États-Unis, le pouvoir envoie la police déloger les étudiants qui occupent leurs universités. Des réunions pro-palestiniennes sont interdites, des militants sont jugés pour apologie du terrorisme, alors que des nazillons ont pu défiler dans Paris samedi 11 mai.

Tout le folklore autour des Jeux Olympiques est destiné à nous anesthésier pour nous faire oublier la réalité brutale du monde dirigé par ces défenseurs du capitalisme. Macron est allé jusqu'à réclamer une « trêve olympique ».

Mais il n'y a pas de trêve pour les familles qui survivent dans les ruines de Gaza, sans eau ni nourriture. Il n'y a pas de trêve pour les centaines de milliers de soldats russes et ukrainiens tués, blessés ou mutilés pour que les capitalistes occidentaux arrachent aux oligarques russes le contrôle de l'Ukraine. Il n'y a pas de trêve pour les classes populaires d'Haïti qui subissent la loi des gangs prospérant sur la pauvreté engendrée par la domination impérialiste.

Et il n'y a jamais de trêve pour la lutte de classe et la loi du fric. L'exploitation des femmes de ménage ou des éboueurs va-t-elle s'arrêter pendant les JO? La charge de travail des salariés de la RATP va-t-elle diminuer? Au contraire! Pour les uns et les autres, ce sera encore plus dur.

Le gouvernement a déjà anticipé en permettant aux entreprises en surcroît d'activité de supprimer le repos hebdomadaire et de rallonger la journée de travail.

Quant aux géants du BTP, de l'hôtellerie ou de la sécurité, principaux vainqueurs de ces jeux, ils

vont encaisser des milliards d'euros sans délai.

Les gouvernants osent parler de concorde ou de fraternité! Mais le système capitaliste qu'ils défendent est basé sur l'exploitation de la force de travail, la transformation en profit de tout ce qui est vital et la lutte permanente pour contrôler matières premières et marchés.

Leur système engendre le chômage, la vie chère et la misère pour que la fortune des grands bourgeois batte record sur record. Il détruit le climat et la planète, poussant des millions de personnes à l'exil. Et il provoque partout la guerre.

Pour défendre coûte que coûte les intérêts de leurs classes privilégiées, les dirigeants des puis-

sances impérialistes et leurs vassaux plongent déjà l'humanité dans la barbarie. De l'Ukraine à la République du Congo en passant par Gaza ou le Yémen, les massacres, la mort, les viols, la torture ou la famine sont le quotidien de millions de femmes et d'hommes.

Ces dirigeants nous conduisent désormais vers une catastrophe bien pire encore. Ils accumulent un arsenal militaire mille fois plus puissant que celui de la Deuxième Guerre mondiale, armes nucléaires incluses, et préparent méthodiquement le prochain conflit général, contre la Chine ou la Russie. Et ils profitent de toutes les occasions pour nous y habituer.

Il n'y aura pas de société fraternelle possible tant que le monde sera dirigé par des politiciens, des généraux et des hauts fonctionnaires prêts à tout détruire pour que les capitalistes qu'ils servent accroissent sans cesse leurs profits.

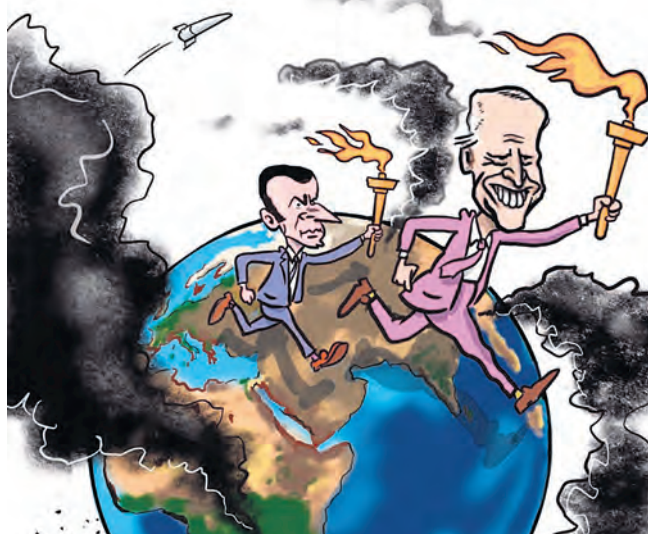
La seule morale de ceux qui dirigent est « Après-moi le déluge »! On le vit à chaque crise, ces irresponsables sont prêts à jeter de l'huile sur le feu si cela leur permet de renforcer leurs positions et d'enfoncer leurs concurrents. Il n'y aura pas d'échappatoire sans leur arracher le pouvoir, c'est-à-dire sans une révolution sociale.

La seule classe capable de réaliser une telle révolution, ce sont les travailleurs qui produisent tout et sur qui repose toute la société. Le camp des travailleurs doit retrouver la conscience qu'il possède une immense force collective et qu'il est le plus capable et le plus légitime pour diriger la société.

Il faut affirmer cela le 9 juin en votant pour la liste « Lutte ouvrière – le camp des travailleurs. »

Nathalie Arthaud

## LES PORTEURS DE LA FLAMME IMPÉRIALISTE



## Nouvelle-Calédonie : explosion de colère contre le mépris colonial

Le 14 mai, à l'Assemblée nationale à Paris, à 17 000 km de Nouméa, les députés discutaient le projet d'élargir le corps électoral de la Nouvelle-Calédonie.

Le projet, déjà adopté par le Sénat, permettrait aux partis non-indépendantistes de l'archipel de gagner des milliers de voix et d'assurer leur domination sur les institutions locales.

Dès la veille, lundi 13 mai, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés à l'appel des partis indépendantistes pour protester contre cette politique qui rend les Kanaks toujours et encore minoritaires dans leur propre pays.

Dans la soirée, plusieurs centaines de jeunes se sont affrontés avec la police et ont mis le feu à des

bâtiments et des voitures. Les émeutes ont continué et ont fait quatre morts et des centaines de blessés.

Garant des positions de l'impérialisme français dans le Pacifique comme des intérêts des capitalistes qui ont investi là-bas, notamment dans le nickel, Darmanin a aussitôt décidé d'envoyer en urgence 400 militaires et policiers. Macron a décrété l'état d'urgence dans l'archipel.

L'impérialisme français a colonisé la Nouvelle-Calédonie il y a 170 ans. Il a d'abord massacré les Kanaks puis les



a maintenus minoritaires avec une politique de peuplement soigneusement élaborée. Aujourd'hui, les Kanaks sont toujours plus pauvres, plus au chômage, plus mal logés que les descendants des colons, les Caldoches. Mais le gouvernement voudrait qu'ils acceptent en plus d'être méprisés. Pour une partie d'entre eux, la coupe est pleine!

Serge Benham

## Choose France : le gouvernement s'agite, les capitalistes disposent

Depuis 2018, Macron met en scène sous les ors du château de Versailles un salon, dit « Choose France » (Choisir la France), pour convaincre les capitalistes étrangers de venir investir en France.

Cette année, Macron, qui paye de sa personne en recevant lui-même les investisseurs potentiels, s'est félicité d'avoir concrétisé 56 projets pour un total de 15 milliards d'euros, avec à la clé la création de 10 000 emplois. Le grand patron de Microsoft a par exemple annoncé 4 milliards d'euros d'investissements en France. Des journalistes flagorneurs ont parlé d'une « moisson record », certains appelant ce salon le « Davos français », du nom du sommet économique qui réunit chaque année en Suisse milliardaires et dirigeants politiques du monde entier.

Derrière l'enflure présidentielle et la servilité journalistique, la réalité est plus modeste. Le ministre de l'Industrie lui-même admet que l'ensemble des épisodes précédents a entraîné la création de 130 000 emplois en six ans quand 2 millions d'emplois industriels ont

été détruits dans le même temps. La plupart des projets annoncés ne sont d'ailleurs que des extensions d'usines ou d'installations déjà existantes. Mais qu'importe, Macron a besoin d'annoncer des retombées économiques, quitte à les embellir.

Quant aux capitalistes, qu'ils soient français ou étrangers, ils décident seuls des moments et des lieux où ils implantent leurs usines, en fonction de leur stratégie, des marchés visés, de la présence de sous-traitants ou de concurrents. Pour ces « entrepreneurs », qui justifient leurs profits par les risques qu'ils sont supposés prendre, il est dans l'ordre des choses que les chefs d'État leur déroulent le tapis rouge en promettant des exonérations d'impôts, des subventions ou la réalisation de telle ou telle infrastructure. Les États sont mis en concurrence,

les plus puissants signant de plus gros chèques, comme le programme IRA de Biden qui incite des industriels européens à s'installer aux États-Unis.

En dépit de la propagande patronale permanente sur le thème « l'emploi coûte trop cher » ou « il y a trop de charges », la France est depuis des années le premier pays européen pour les investissements directs étrangers (IDE). Les capitalistes américains, japonais ou autres y trouvent des réseaux, des services et des infrastructures développés, une qualité de vie pour leurs cadres et surtout une main-d'œuvre qualifiée, productive et pas si bien payée.

Contrairement à ce qu'on veut leur enfoncer dans le crâne, les travailleurs n'ont pas à se réjouir de cette place sur le podium dont ils ne profiteront pas. Elle montre simplement qu'ils ont un puissant levier pour défendre leurs intérêts.

Xavier Lachau

## Flamme olympique : grand spectacle pour Macron

L'arrivée de la flamme olympique à Marseille jeudi 9 mai a été l'occasion d'une opération politique visant à susciter un sentiment d'unité nationale, avec naturellement Macron pour chef de file.

Le spectacle avait été soigneusement mis en scène pour lui donner une dimension populaire. Patrouille de France, feu d'artifice, stars du sport et du show-business, rien n'avait été laissé au hasard. « *Le ciel a mis sa touche* », a souligné l'archevêque de Marseille, invité aux côtés d'un chapelet d'élus locaux et de notables.

Bien sûr, le scénario prévoyait de mettre Macron sous les projecteurs, et fort opportunément les micros se sont tendus vers lui au journal de 20 heures de TF1 : « *Je veux que nos compatriotes se représentent que c'est un moment d'unité* », s'est exclamé le président de la République.

Le leurre de l'unité nationale, invoquée par Macron pour les JO – comme elle l'avait été hier contre le Covid et comme elle l'est tous les jours dans la guerre en Ukraine – a été éventé bien involontairement quelques heures avant l'arrivée de la flamme olympique. En effet, Macron avait profité

de son passage à Marseille pour inaugurer un centre de formation high tech, le Tangram, au côté de son mécène, le milliardaire Rodolphe Saadé, principal dirigeant de la compagnie de transport maritime CMA CGM. Car si Macron aime les JO et Marseille, dans cette ville il aime surtout Saadé. Sa fortune a explosé ces dernières années grâce à la flambée des prix dont CMA CGM est un des responsables. Déjà propriétaire du journal *La Provence*, l'armateur a ainsi pu racheter BFMTV et RMC. C'est avec ce type d'homme qu'il faudrait selon Macron s'unir pour la grandeur de la France, comme il faudrait s'unir avec les Arnault, Bolloré, Dassault et autres Bouygues.

Le spectacle des Jeux Olympiques, avant comme pendant les épreuves sportives, ne pourra faire oublier l'essentiel : les travailleurs et les capitalistes ne jouent jamais dans la même équipe.

Boris Savin





Les candidats de la liste Lutte ouvrière.

## Réunions publiques

**Mercredi 22 mai**  
Villefontaine, à 18 h 30

**Judi 23 mai**  
Reims, à 19 h  
avec Jean-Pierre Mercier  
Rennes, à 20 h  
avec Nathalie Arthaud

**Vendredi 24 mai**  
Caen, à 18 h 30  
avec Nathalie Arthaud  
Dieppe, à 18 h 30  
Villefranche-sur-Saône, à 18 h 30

**Samedi 25 mai**  
Audincourt, à 15 h  
avec Nathalie Arthaud  
et Jean-Pierre Mercier

Fourmies, à 14 h  
Bourg-en-Bresse, à 18 h  
Malakoff, à 15 h

**Dimanche 26 mai**  
Nancy, à 16 h  
avec Jean-Pierre Mercier

**Lundi 27 mai**  
Lannemezan, à 18 h 30

**Mardi 28 mai**  
Strasbourg, à 18 h  
avec Nathalie Arthaud

**Mercredi 29 mai**  
Tours, à 20 h  
avec Jean-Pierre Mercier

Anncy, à 18 h  
Pau, à 19 h  
Lanester, à 18 h

**Judi 30 mai**  
Montpellier, à 19 h  
avec Nathalie Arthaud

Le Mans, à 19 h  
avec Jean-Pierre Mercier  
Grenoble, à 18 h 30  
Angers, à 20 h 30  
Vannes, à 18 h  
Évreux, à 18 h 30  
Saint-Quentin, à 18 h 30

**Vendredi 31 mai**  
Toulouse, à 20 h 30  
avec Nathalie Arthaud

Orléans, à 19 h  
avec Jean-Pierre Mercier  
Rouen, à 19 h  
Saint-Étienne, à 19 h 30  
Montluçon, à 18 h  
Rochefort, à 18 h  
Melun, à 19 h

### Renseignements :

lutte-ouvriere.org/  
portail/europeennes  
-2024.html



## Contre l'Europe des capitalistes, pour l'Europe des travailleurs

Les frontières des États européens sont dépassées depuis bien longtemps par l'ampleur mondiale des échanges économiques. Une Europe réellement unie serait un progrès. Elle est une nécessité.



Cela fait au bas mot 60 ans que les principaux États européens tentent d'unifier leur territoire en un espace économique commun.

Ils n'y sont arrivés que très partiellement, en unifiant surtout ce qui était utile au mouvement des capitaux et des marchandises.

Le fait que l'économie des États-Unis, grâce à un vaste territoire unifié et à l'existence d'un État central, surclasse celle des pays européens, a poussé les bourgeoisies européennes à tenter de surmonter leurs divisions nationales. Mais, d'un autre côté, les grands

groupes capitalistes français, britanniques ou allemands restent attachés à leur propre État national, dont ils obtiennent en permanence soutiens et appuis de toutes formes : commandes, subventions, aide diplomatique pour remporter des marchés à l'étranger, ou encore soutien politique et militaire à des dictatures bien disposées à leur égard.

Cette contradiction explique la lenteur et le caractère laborieux de la construction de l'Union européenne. Une partie de ses membres ont fini par se doter d'une monnaie unique avec l'euro. Mais l'absence d'une véritable

unification politique rend cette construction fragile et susceptible d'être remise en cause, comme l'a montré la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne avec le Brexit. L'Union européenne reste une arène où s'expriment les rivalités nationales qui font tanguer régulièrement l'ensemble de l'édifice et menaceront demain, en cas de crise importante, jusqu'à son existence.

Les rapports qui régissent les relations à l'intérieur de l'Union européenne ne sont pas différents de ceux qui existent dans le reste du monde impérialiste : les États les plus faibles sont subordonnés aux impérialismes dominants, à commencer par l'Allemagne et la France. Le paravent des institutions dites démocratiques masque mal le talon de fer des bourgeoisies européennes les plus puissantes qui s'impose à toutes les populations d'Europe, comme l'a montré l'exemple de la Grèce, dont la population a été saignée par des années d'austérité, sans qu'il soit jamais tenu compte des votes qui ont eu lieu.

Spéculant sur le mécontentement et le rejet suscités par cette Europe des capitalistes, des démagogues mettent en avant le retour à des États nationaux « souverains ». Mais ces États n'ont jamais été autre chose que les instruments

des bourgeoisies nationales pour imposer leur dictature sur leur population. Le rétablissement des frontières nationales se traduirait par une régression économique et sociale que les classes dominantes feraient payer en premier lieu aux travailleurs et aux couches populaires.

Dès aujourd'hui, à force de dresser toujours plus de murs et de barbelés pour s'opposer à l'entrée des migrants, de plus en plus nombreux à fuir la misère et la guerre ravageant les pays les plus pauvres, cette Europe forteresse se retrouve menacée d'être à nouveau morcelée par des frontières intérieures et, demain peut-être, par de nouvelles guerres suscitées par le déchaînement des nationalismes.

En tant que communistes, nous combattons les idées nationalistes, la xénophobie et tout ce qui oppose les travailleurs les uns aux autres. Nous sommes favorables à tout ce qui va dans le sens de la disparition des frontières.

Seuls les travailleurs, en se débarrassant du capitalisme, peuvent mettre en place une Europe véritablement unie et fraternelle : les États-Unis socialistes d'Europe. On pourra l'affirmer en votant pour la liste Lutte ouvrière – le camp des travailleurs le 9 juin.

## Claire Rocher, infirmière hospitalière à Dijon

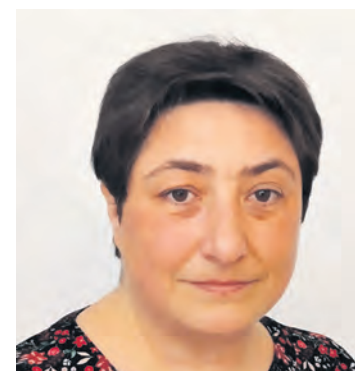
Je suis candidate sur la liste Lutte ouvrière. Quand j'ai débuté à l'hôpital, il y a plus de vingt ans, c'était par vocation, sans vraiment savoir ce que cela signifiait. Ce sont mes collègues qui me l'ont appris, car elles avaient une vraie volonté d'être au service des autres.

L'épisode du Covid nous l'a récemment rappelé, même si les soins aux

malades sont aujourd'hui plus semblables au travail en usine qu'à celui d'un hôpital, car celui-ci subit le diktat des financiers.

Il n'est pas question d'embaucher du personnel : les services d'urgence sont saturés par l'afflux de malades et, malgré cela, les fermetures de lits continuent ! Même la catastrophe du Covid ne les a pas arrêtées.

Aujourd'hui, l'hôpital est devenu une immense machinerie, qui broie les individus plus qu'il ne les soigne. Et, comme moi, la plupart des membres du personnel le déplorent. Je me bats pour que les êtres humains, malades ou non, soient plus importants que les profits. Être candidate sur la liste Lutte ouvrière fait partie de ce combat.



# Universités : le gouvernement veut museler la contestation



Devant la Sorbonne, fin avril.

**Mardi 7 mai, 88 étudiants qui occupaient un amphithéâtre de l'université de la Sorbonne à Paris pour exprimer leur solidarité avec la population palestinienne de Gaza ont été délogés par la police.**

La plupart des étudiants ont passé la nuit en garde vue sans qu'aucune poursuite soit engagée. Mais un étudiant, militant du NPA-Révolutionnaires, a cependant été présenté en comparution immédiate vendredi 10 mai et sera finalement jugé le 14 juin.

La police met en musique les paroles de fermeté du gouvernement pour intimider ceux qui, à juste titre, dénoncent les massacres commis à Gaza par l'armée israélienne.

« Nous n'accepterons jamais qu'une minorité manipulée prétende faire la loi. Personne ne doit empêcher les autres de travailler, d'étudier, de réviser », avait déclaré le Premier ministre, Gabriel Attal, la veille de la tentative d'occupation de l'amphithéâtre.

Sous le prétexte de protéger les étudiants et pour s'attirer les bonnes grâces des milieux les plus réactionnaires, le gouvernement veut surtout faire la démonstration qu'il envoie

sa police où il veut et quand il veut. Par ailleurs, même si Macron appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, son soutien au terrorisme d'État d'Israël reste entier. Dans le même temps, la campagne assimilant toute dénonciation de la politique de l'État israélien à de l'antisémitisme se poursuit.

Le mensonge et la matraque sont la réponse que le gouvernement envoie à la fraction de la jeunesse qui se mobilise depuis des semaines pour exprimer son indignation. Elle n'a aucune raison d'accepter cette intimidation permanente.

**Boris Savin**

# Radio France : en grève pour la "liberté d'expression"

Dimanche 12 mai, une partie des travailleurs de Radio France étaient en grève à l'appel de tous les syndicats pour la « défense de la liberté d'expression », et en particulier celle de l'humoriste Guillaume Meurice. Au prétexte qu'il a ironisé sur Nétanyahou en l'appelant « une sorte de nazi mais sans prépuce », il est suspendu depuis le 2 mai, menacé de licenciement et était convoqué pour un entretien disciplinaire jeudi 16 mai.

La direction de Radio France est bien dans la ligne du pouvoir : il s'agit de faire des exemples pour faire peur à tous ceux qui pourraient dévier de la ligne officielle de soutien à la politique de l'État d'Israël, et de discréditer toute critique

sous l'accusation mensongère d'antisémitisme.

Ces tentatives de mise au pas ne doivent pas passer.

**L. P.**



## Tweet de Nathalie Arthaud le 3 mai

« Dans ce pays, où paraît-il règne la liberté d'expression, tu peux soutenir le massacre de 35 000 Palestiniens et des milliers d'autres blessés, affamés. Si tu touches à #Netanyahu, même en paroles, tu dégages. »

# Bardella en Moselle : rien contre les capitalistes

**À la recherche des voix des couches populaires, Bardella a tenu meeting le 7 mai à Saint-Avold, en Moselle, une région ouvrière, devant, selon la presse, près de 3000 personnes... pour ne rien proposer aux travailleurs.**

Le candidat du RN a même rendu visite aux travailleurs de la centrale électrique Émile Huchet de Carling-Saint-Avold. Cette centrale fonctionne au gaz et au charbon et Bardella a dénoncé le gouvernement français qui a promis de la reconverter en centrale « verte », n'utilisant plus d'énergies fossiles. Visiblement, cela traîne et les travailleurs sont inquiets pour leur avenir.

Bardella n'a pas eu un mot contre les actionnaires propriétaires de la centrale : GazelEnergie, filiale d'EPH qui appartient au milliardaire tchèque Kretinsky,

et TotalEnergies. À eux, Bardella ne demande rien. « Rien contre les patrons » semble être sa devise !

Le soir, à son meeting à Saint-Avold, Bardella n'a pas eu un mot pour les travailleurs ni proposé de prendre un centime sur les profits de Total et des autres.

Pour pleurnicher sur les usines qui ferment, le candidat du RN n'est pas en reste : « C'est à l'évidence aussi, une part de nous-mêmes qui s'en va quand une autre [entreprise] tire le rideau » a-t-il dit selon la presse. Selon lui les normes de l'Union européenne seraient

responsables de ces fermetures. Pourtant qui ferme ces entreprises, sinon les capitalistes qui les possèdent ?

Bardella a des amis actionnaires, comme le milliardaire suisse Peter Spuhler, un des dirigeants du parti politique d'extrême droite suisse UDC. Spuhler est un

des plus gros actionnaires de Swiss Steel qui se retire du groupe sidérurgique Ascometal parce qu'il n'y fait plus assez de profits, menaçant ainsi des centaines d'emplois en Moselle également, à Hagondange. Il est clair que pour Bardella, dénoncer l'Union européenne

ou Macron est un moyen de détourner la colère qui devrait s'exprimer contre les capitalistes qui ferment les usines et mènent le monde à la catastrophe. Quand on est l'ami des milliardaires, on ne peut qu'être l'ennemi des travailleurs.

**Étienne Hourdin**

## Le RN, on ne l'a jamais essayé ?

Les idées du RN ont déjà été au pouvoir dans bien des pays, de Salazar au Portugal à Franco en Espagne, en passant par Meloni en Italie ou Orban en Hongrie.

Et la liste de ses 35 premiers candidats aux européennes est tout un programme. On y trouve

en deuxième et troisième position une ancienne conseillère de Sarkozy qui a supplié Macron de la prendre comme ministre lors du dernier remaniement ; un haut fonctionnaire ex-dirigeant de Frontex et ex-LR ; puis pêle-mêle un ancien député de droite pendant douze

ans ancien ministre de Sarkozy, un ancien préfet, des avocats, un ancien responsable d'un syndicat des commissaires de police, etc.

Bref, un recyclage de notables et de politiciens de droite que l'on a, si ce n'est déjà essayés, au moins déjà subis.

# Enfance en danger : l'impuissance voulue de l'État

**Une commission parlementaire d'enquête sur les manquements des politiques de protection de l'enfance a commencé ses travaux mardi 14 mai.**

Cette commission a été lancée après une série d'événements tragiques mettant au jour, une nouvelle fois, le sort des enfants maltraités. Coup sur coup, une fillette de 11 ans placée en foyer puis une jeune fille de 15 ans hébergée en hôtel se sont suicidées, révélant l'abandon de fait dont peuvent être victimes des enfants confiés aux services sociaux. Le syndicat de la magistrature a, début mai, dénoncé le manque criant de moyens des juges pour enfants. Ils

sont 522 pour suivre plus de 250 000 affaires et n'ont, disent-ils, parfois même pas le temps d'entendre les enfants. Les travailleurs sociaux sont eux aussi en nombre tellement insuffisant qu'il peut s'écouler six mois ou plus entre la décision du juge et un début d'application par les services sociaux. Par exemple 3 325 décisions de placement resteraient non exécutées faute de famille d'accueil ou de place en institution. Cela implique évidemment que

la situation ayant conduit devant le juge perdure, aussi invivable soit-elle.

Dans une société d'exploitation, où dominent les rapports de force et l'ignorance, le malheur retombe sur les plus faibles. Et qui est plus faible qu'un enfant ? Ainsi, chaque année, 160 000 enfants sont victimes d'agressions sexuelles, le plus souvent dans le cercle familial, des dizaines de milliers d'autres sont battus et 60 décèdent de mort violente tandis que 250 000 sont suivis par les services sociaux et 162 000 sont confiés à des tiers.

Ces chiffres comme les récits des juges, des travailleurs sociaux, des familles et des enfants eux-mêmes témoignent de l'inhumanité de la société et du peu d'intérêt que l'État porte à cette question. Le fait qu'il en laisse le soin aux départements tout en réduisant constamment leurs budgets en est une preuve, les drames que certaines interventions administratives peuvent provoquer en est une autre. La France est pourtant un pays riche qui garde des services sociaux, même en décrépitude, des travailleurs pour les faire fonctionner, des familles volontaires et pouvant accueillir des enfants, des associations pour s'en occuper. Mais, l'État de la classe dominante, surtout

en période de crise, n'a pas pour vocation de prendre soin des enfants des classes opprimées.

L'humanité a connu des organisations sociales qui se préoccupaient tout naturellement des enfants, de leur éducation et de leur épanouissement dans le cadre de la collectivité, bien autrement que cette société capitaliste décadente. Elle en connaîtra encore dans l'avenir. En attendant, les députés pourront se désoler des « manquements » de la protection de l'enfance. Mais sur quel budget proposeront-ils de prendre pour les pallier ? Sur celui des armées, sur les aides aux entreprises multimilliardaires, sur les remises d'impôts aux grandes fortunes ? Poser la question c'est y répondre.

**Paul Galois**



## Index de l'égalité : la feuille de vigne du gouvernement

**En 2017, Emmanuel Macron avait proclamé en fanfare l'égalité hommes-femmes grande cause nationale. Dans ce domaine comme dans d'autres, la montagne avait accouché d'une souris, d'un numéro vert et d'une loi créant l'index de l'égalité professionnelle.**

Cette loi exige des entreprises de plus de 50 salariés qu'elles calculent et publient leur propre note. Cette autoévaluation était déjà une farce puisque, dans un premier temps, les mauvais élèves devaient voir leur nom affiché selon le principe du « name and shame ». Ceux qui ne publiaient rien devaient recevoir une pénalité financière correspondant à 1 % de leur chiffre d'affaires. En 2020, le gouvernement a bien publié la liste des mauvais élèves et puis plus rien. À ce jour, d'après le journal *Le Monde*, sur les 35 000 entreprises comptant plus de 50 salariés, un cinquième n'a pas mis en ligne son bilan en 2023 et 3 110 ne l'ont jamais fait. C'est le cas de grandes

entreprises comme Vinci énergie système d'information ou Gaumont production télévision.

Mais même les entreprises qui publient leur bilan, comme Danone ou Moët-Hennessy, affichent tranquillement qu'à poste équivalent les femmes gagnent 10 % de moins que les hommes et ne remédient en rien au problème. Pourquoi le feraient-elles d'ailleurs ? Entre 2019 et 2023, 106 pénalités financières seulement ont été prononcées. Et, cerise sur le gâteau, 19 ont été réellement appliquées à la fin de l'année 2023, pour un total d'à peine 140 000 euros en six ans.

Autant dire que les entreprises qui n'appliquent pas la loi n'ont aucun souci



à se faire. L'État préfère largement contrôler les chômeurs ou les allocataires du RSA en les privant de toutes ressources plutôt que de s'en prendre à ces patrons.

**Aline Urbain**

## Congé parental, congé de naissance : alertez les bébés !

**En début d'année Macron avait annoncé la transformation du « congé parental », d'une durée de trois ans, en « congé de naissance », raccourci à seulement six mois.**

Il vient d'annoncer dans une interview au magazine *Elle* que ce dispositif, qui entrera en vigueur en 2025, sera rémunéré à hauteur de la moitié du salaire mensuel avec un maximum de 1 900 euros contre seulement 429 euros par mois actuellement.

À en croire Macron, ce « congé de naissance » vise à aider les parents et à les inciter à faire plus d'enfants, une mesure qui entre dans son projet de « réarmement démographique de la France ». Mais c'est d'abord une mesure d'austérité puisque finalement l'État aura moins à payer en six mois qu'en trois ans, même avec une rémunération augmentée. Et plus que les parents, ce sont les patrons qui pourront s'en féliciter car il sera plus simple d'envisager de reprendre un salarié au bout de six mois qu'au bout de trois ans.

Osant parler de réforme féministe, Macron prétend que son « congé

de naissance » permettra aux femmes de moins s'éloigner du marché du travail puisque les mères, qui représentent aujourd'hui 95 % des congés parentaux, seraient obligées de retourner travailler à la fin des six mois de congé. Mais rien n'est moins sûr, car vu les énormes difficultés auxquelles se heurtent les familles pour trouver des places en crèche ou des assistantes maternelles, on peut craindre que beaucoup fassent le choix de démissionner pour garder leurs enfants entre leur sixième mois et l'entrée en classe maternelle. Le féminisme de Macron ignore la réalité quotidienne des familles et notamment des plus modestes.

Ce « congé de naissance », bien loin d'être l'avancée qu'on nous présente, sent au contraire l'arnaque et, pour les bébés et leurs parents, la galère... dès la naissance !

**Cédric Duval**



# La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



PAGES 7 À 10 : PHOTOS.LO



**Meetings**  
avec **Nathalie Arthaud**  
et **Jean-Pierre Mercier**  
dimanche et lundi à 15 heures

## Les spectacles

### Au Grand Podium

#### Samedi

- **Leo Seeger**, rockpop et folk
- **Alee & Mourad Musset** (de la Rue Ketanou), chanson française et hip-hop
- **El Gato Negro**, voyage de l'Amérique latine à l'Afrique de l'Ouest

#### Dimanche

- **Luiza**, électropop tropicale
- **Les Amazones d'Afrique** groupe de chanteuses africaines
- **Gil Anioré & AfroRumbaClub**, musiques du monde
- **Kolia**, concert festif Ska Reggae

#### Lundi

- **La Compagnie Jolie Môme**, À contre-courant, chansons de luttes
- **The Moonlight Swampers**, reprises pop rock



EL GATO NEGRO

### Au Théâtre de Verdure

#### Samedi

- **Goose Band**, reprises swing
- **La Belle Hélène**, opéra bouffe par la troupe des Moyens du Bord
- **45 Tours**, rock français
- **Chla.Mydia**, chansons féministes
- **Sophie Les Bas Bleus**, chanson rock, populaire et engagée
- **La situation des classes laborieuses en Angleterre**, lecture du texte d'Engels par Geoffroy Guerrier, suivie d'un débat.

#### Lundi

- **D'Autres Lignes**
- **Certaines n'avaient jamais vu la mer**, Sandrine Briard et Béatrice Vincent, d'après le roman de Julie Otsuka.
- **Booze & Riots**, musique irlandaise
- **Blues Non Stop**, reprises blues



LE CABARET LIP

#### Dimanche

- **Arnaud Dupont**, piano classique
- **Le Cabaret Lip**, par la Compagnie l'Occasion
- **Borigène**, blues
- **Jean-Philippe Apro**, chant et guitare
- **Voyage d'un Arlequin Contemporain**, par Valerio Zaina
- **Matthieu Boré Trio**, jazz

## Forums avec les militants d'entreprise de Lutte ouvrière

**Stellantis** : aggravation de l'exploitation et records de profits

**Relance du nucléaire** : conséquences pour les travailleurs et les usagers

**L'économie de guerre**, les industriels de l'armement et les travailleurs

**Transports urbains** : cela roule... pour les profits.

**Usagers et cheminots**, victimes de la gestion capitaliste du transport

ferroviaire

**Crise des hôpitaux** : un symptôme d'une société capitaliste malade.

**Véhicules électriques** : guerre entre capitalistes avec la peau des travailleurs

**Aéronautique** : fabrication d'avions et surtout de dividendes

**Industrie pharmaceutique** : soigner les profits des actionnaires

**Aides à domicile** : 570 000 salariés, partie intégrante de la classe ouvrière aujourd'hui

**Transports aériens** : des capitalistes de très haut vol

**Michelin** : 130 ans d'exploitation de la classe ouvrière mondiale

**Le coût du capitalisme au travail**, accidents, décès et maladies professionnelles

## Le village médiéval

### Animations

- **Musique et danses médiévales**
- **Jongleries et acrobaties**
- **Mise en armure et démonstration**
- **Escrime, épée longue, dague, lutte**
- **Jeux médiévaux**
- **Théâtre** : *Le procès du cochon*
- **Poésie** : poèmes et chants médiévaux
- **Bal folk**



### Conférences

- **Cyrille Marconi** : les procès des animaux au Moyen Âge, punir les animaux pour gérer la population
- **William Blanc** :
  - La légende du roi Arthur ou le mythe arthurien
  - Le Moyen Âge et nous
  - Robin des Bois, histoire et légende
- **André Victor** : émergence du capitalisme et lutte de classe à la fin du Moyen Âge
- **Julie Pilorget** : les femmes au Moyen Âge

### Visites commentées

Pour mieux se retrouver dans les mille activités de la fête, des visites-découverte, d'environ une heure, sont proposées. Départs collectifs programmés et sur demande.



## En pratique

**La fête est ouverte** samedi 18 mai de 11 h à 23 h, puis sans interruption du dimanche 19 mai 9 h au lundi 20 mai 20 h.

**Carte d'entrée pour les trois jours** : 25 euros. Entrée gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés. La carte peut être achetée auprès de nos militants, ou sur le site de la fête.

Renseignements pratiques, billetterie et programme :

**fete.lutte-ouvriere.org**

Un programme complet de la fête sera distribué sur place à tous les participants. Il est disponible en Pdf sur le site.



# La Fête de Lutte ouvrière

## Tous les stands

### Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 1 Guichets d'entrée
- 2 Sous les pavés les pages - Bouquiniste
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini-golf
- 6 Manhattan Bar
- 7 Tir à plomb Saint-Nazaire Chantiers de l'Atlantique
- 8 Tir à l'arc  
Sanofi - Vitry-sur-Seine
- 9 Stand LO - Diane
- 10 Les ballons de la fête
- 11 Halle aux jeux - Mots fléchés - La Poste - Paris 17
- 12 The Spark (États-Unis)
- 13 Old West Diner - Spécialités américaines - USA
- 14 Orienthé-vous - Allier
- 15 Broadway Music-Hall
- 16 Le serpent à lumière

### Place du Grand Podium

- 17 Accueil Nord et Belgique
- 18 Chorba - Thé - Gâteaux Maubeuge, Fourmies
- 19 Aux Moules
- 20 La Carbonade des Camarades
- 21 Disques
- 22 Le Manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Expo photos
- 27 À vos pinceaux - Metz
- 28 Quiches et tartes Lorraines - Metz  
Renault Sovab
- 29 BRAsserie (bière pression et petits plats allemands)
- 30 BRA - Bund  
Revolutionärer Arbeiter (Allemagne - UCI)
- 31 Accueil Alsace Lorraine, Franche-Comté
- 32 Accueil Bourgogne
- 33 Visites commentées
- 34 La fondue - Le Creusot, Chalon-sur-Saône
- 35 Village des comités
- 36 La halle aux jeux du cèdre
- 37 Le Food Truck - Avallon, Sens, Auxerre
- 38 Barbe à papa
- 39 Jus de fruits - Milk-shakes  
Le Mans - CHS de la Sarthe, Pôle Santé Sud
- 40 Escargots - Vierzon
- 41 Crêpes canadiennes  
Compiègne, Beauvais
- 42 Bonbons - Angers Hôpital
- 43 Harengs de la Baltique  
Angers
- 44 Cartes postales - EDF
- 45 Badge Avenue
- 46 FraternalThé à la menthe  
Nantes
- 47 Buvette du Grand Podium
- 48 Restaurant du Grand

- Podium  
49 Flammekueche  
Strasbourg  
SNCF Strasbourg

### Place Karl Marx

- 50 Gaufres de Liège et bières belges fruitées
- 51 Dédicaces du Karl Marx
- 52 Au partage des profruits
- 53 Dolina - Nanterre, Clamart
- 54 Accueil des tout-petits
- 55 Gargote des tout-petits
- 56 Ici, c'est chez l'Andouillette (Seiches et Andouillettes)  
Charleville, Sedan
- 57 Brin de fantaisie - Hôpital  
Sainte-Anne
- 58 Mini Penalty
- 59 Billard électrique - Mets les formes !
- 60 Accueil Le Mans - Chartres
- 61 Sardines grillées

### Esplanade du château

- 62 Cité des jeunes
- 63 Maffé - Spécialités africaines - UATCI
- 64 UATCI (Afrique UCI)
- 65 Animation Zone Château
- 66 Café turc - Döner Kebap  
Turquie - Renault Flins
- 67 Sinif Mücadelesi -  
Turquie (UCI)
- 68 Frites non-stop
- 69 Buvette du Phare - Melun
- 70 Café du port - Aéroport  
de Roissy
- 71 Pizza-Aioli - Montpellier
- 72 La soupe aux choux  
Les Mureaux
- 73 Accueil Sud-Est
- 74 Stand LO - Château
- 75 L'Internazionale (Italie - UCI)
- 76 OTR (Haïti-UCI)
- 77 Papita et rhum - Haïti
- 78 Combat ouvrier (Antilles - UCI)
- 79 Menu d'Isles - Antilles

### Place la Guinguette

- 80 Les montagnes russes -  
Mur d'escalade
- 81 On en fait des caisses
- 82 Indoustand - RATP
- 83 Île de La Réunion
- 84 Guinguette
- 85 Café de la Guinguette  
CAF Paris
- 86 Le Molky
- 87 Couscous
- 88 Resto-Buvette des cheminots - SNCF
- 89 Espace préhistoire
- 90 Espace céramique
- 91 Espace métallurgie
- 92 Site de fouilles
- 93 Jeux sur un plateau  
Paris - Banque de France
- 94 Ici on bulle
- 95 Stand LO - Guinguette

## Parcours dans les arbres

Tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive, sous la surveillance de moniteurs diplômés.

Accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum).

**Tarif: 5 euros**



## Échec et Marx

Jean-Philippe Karr, maître international, jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs dimanche à 16 heures.



## Films et documentaires

- **The old oak**, de Ken Loach
- **L'établi**, de Mathias Gokalp
- **Moi capitaine**, de Matteo Garrone
- **Les feuilles mortes**, d'Aki Kaurismäki
- **Les algues vertes**, de Pierre Jolivet
- **Nezouh**, de Soudade Kaadan
- **Bâtiment 5**, de Ladj Ly
- **Green border**, d'Agnieszka Holland
- **Le théorème de Marguerite**, d'Anna Novion
- **Les lueurs d'Aden**, d'Amr Gamal
- **Pierre, feuille, pistolet**, de Maciek Hamela
- **Une histoire oubliée**, d'Ysé Tran
- **Le balai libéré**, de Coline Grandon

Nocturne en plein air, pendant la nuit du dimanche au lundi.

## L'Arboretum

**Huit visites commentées** parmi 110 espèces différentes d'arbres du monde entier: L'arbre, quel être étonnant! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires et une surprise! • Le sexe sans complexe • Les écorces • À l'écoute des oiseaux de l'arboretum.

**Ateliers:** tour à bois, empreintes d'écorces, les graines, greffage d'agrumes....

**Conférences:** **Georges Feterman** de l'association A.R.B.R.E.S: la protection des arbres • **Giovanna Di Pietro**, physicienne: les écorces au Néolithique • **Edwin Roubanovitch**, ethnomusicologue: le bois en musique.





# La Fête de Lutte ouvrière

## Pour les enfants, tout est prévu

• Des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence... Le Petit Train, le feu d'artifice et les spectacles dans les allées.

• La Cité des Jeunes, réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et de sous-bois. Nombreuses activités : maquillage, jeux, dessins animés, conteur, bal costumé... sous la surveillance d'adultes qualifiés.

• La garderie, pour les bébés de plus de trois mois.



- 96 La coupe est pleine Reims
- 97 Accueil Champagne Ardennes
- 98 Fleurs de terre - Minéraux
- 99 Une souris rouge - RATP
- 100 Tir à la patate - Cergy
- 101 Barbouille
- 102 Échec et Marx
- 103 Cirque Uhler

## Allée de la libération des femmes

- 104 Tipi
- 105 Fléchettes
- 106 Stand LO Allée des Femmes

- 107 Accueil Centre
- 108 Jambon du Morvan - Nevers
- 109 Le monde à la carte Aulnay-sous-Bois
- 110 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 111 Tea-Break - Thé, gâteaux Grande-Bretagne
- 112 Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
- 113 Accueil Bretagne - Normandie
- 114 Dolce vita - Aubervilliers
- 115 Bar à soupe - CHU Rouen
- 116 Le grain de folie - Limoges
- 117 Frondeur du Poitou Châtelleraut
- 118 Salades gourmandes Orléans
- 119 Gaufres Picardes - Amiens
- 120 Restaurant de l'allée de la Libération des Femmes
- 121 Buvette de l'allée des Femmes
- 122 Brochettes grecques Air France
- 123 Voz Obrera (Espagne - UCI)

- 150 Parti des travailleurs
- 151 Les Amies et Amis de la Commune 1871
- 152 Ne Yapmali ? (Turquie)
- 153 Bir Kar (Turquie)
- 154 Pathfinder
- 155 Gauche révolutionnaire
- 156 Ligue trotskiste de France
- 157 Révolution permanente
- 158 EEK (Grèce)
- 159 DIP (Turquie)
- 160 Tendance bolchevique
- 161 NPA Révolutionnaires
- 162 Groupe marxiste internationaliste
- 163 OKDE (Grèce)
- 164 Socialisme ou barbarie
- 165 Extinction rébellion
- 166 Ligue pour la Quatrième Internationale
- 167 CERMTRI
- 168 CNT-SO
- 169 Mouvement communiste
- 170 Workers'Liberty (Grande Bretagne)
- 171 Toutes les publications de Lutte ouvrière

## Place Octobre 17 et Cité des Arts

- 172 Burgers et compagnie
- 173 Spécialités lyonnaises
- 174 Karaoké - Creil
- 175 Crottin chaud
- 176 Fromages d'Auvergne
- 177 Accueil Clermont-Ferrand
- 178 Buvette Octobre 17
- 179 Mosaïques
- 180 Studio 2
- 181 Sculpture
- 182 Atelier de sculpture
- 183 Petit salon
- 184 Atelier de peinture
- 185 Studio 1
- 186 Crêperie - Sanofi Vitry-sur-Seine
- 187 Glaces et profiteroles
- 188 Spartakiades
- 189 Accueil Rhône-Alpes
- 190 Le petit atelier
- 191 C'est la cata

## Village médiéval et Arboretum

- 192 Petit salé aux lentilles Bagnole
- 193 Tour à bois
- 194 Accueil de l'Arboretum
- 195 Forge - Safran
- 196 Forge ancienne - Belfort Alstom
- 197 Rôtisserie de Sire Renault
- 198 Taverne de Maistre Taillevent
- 199 Galettes - Saucisses PSA Rennes
- 200 Boissons médiévales Montbéliard
- 201 Vannerie et travail du bois - Montbéliard Peugeot Sochaux
- 202 Calligraphie
- 203 Stand LO - Médiéval



## Les cinq librairies

- La librairie du château
- La Cité du roman
- La librairie de la Cité des sciences
- Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
- Le stand Toutes les publications de Lutte ouvrière.

## Pour venir

**En train:** nous recommandons ce moyen de transport (gare de Presles-Courcelles, ligne H, à 900m de la fête). Un train toutes les heures. Durée du trajet: 38 min. Pour les horaires précis, consulter les sites de transport: transilien.com, IDF Mobilités. Un minibus fait la navette de la gare de Presles à l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).

**Autocars gratuits:** entre Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13 du métro) et la fête. Durée du trajet: 45 à 60 min (horaires sur le site de la Fête).

**En voiture:** merci de respecter toutes les signalisations et d'utiliser les parkings réservés; et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage.

**En vélo:** suivre la signalisation vers le parking spécial.

**Depuis les autres régions:** des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignements auprès de nos camarades locaux.

## Nos amies les bêtes

Les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'aveugles.

## Sécurité

Comme pour toutes les manifestations et rassemblements, nous devons procéder, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la fête.



## Esplanade des Sciences

- 124 La Puce rouge - Brocante Livry-Gargan - LCL - Le Crédit Lyonnais
- 125 Express Café ex-Roussel-Uclaf
- 126 Charlottes - La Poste Paris
- 127 Observation du ciel
- 128 Cafétéria du Chapiteau scientifique
- 129 Accueil du Parcours dans les arbres
- 130 Entrée Camping Visiteurs
- 131 Billard - La Poste Paris
- 132 Stand LO - Place des cinémas
- 133 L'entracte - Accueil cinéma
- 134 Crêperie bretonne - Rennes
- 135 L'huître ouvrière
- 136 Palet des jeux
- 137 Churros y Chocolate Air France, ADP - Orly
- 138 Tapas, tortillas et lutte de classe
- 139 Jambon au tourne-broche
- 140 Accueil Bordeaux Angoulême - Perpignan - Toulouse
- 141 Brick à l'œuf - L'Île-Saint-Denis - Stellantis (ex-PSA)
- 142 Confit social
- 143 Stand LO - Esplanade des Sciences
- 144 Le Temps des fraises Grenoble
- 145 Bowling
- 146 Foot et vélos en folie
- 147 Lotta comunista (Italie)
- 148 Tendance bolchevique internationale
- 149 Union communiste libertaire

# La Fête de Lutte ouvrière

## De nombreux débats

### Samedi

**Alizée Delpierre**, pour ses livres *Les Domesticités* et *Servir les riches*

**Marek Corbel**, pour son livre *Les gravats de la rade*

**Renaud Piarroux**: des épidémies qui firent de l'Europe une puissance mondiale

**Robert Hirsch, Henri Le Dem et François Prenau**, pour leur livre *Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste - de Nantes à Brest, les trotskystes dans la guerre (1939-1945)*

**Grégory Salle**, pour son livre, *Super-yachts: luxe, calme et écocide*

**William Blanc**, pour le livre *Les nouvelles de nulle*

part, de William Morris

**The Spark**, présentation du livre *La route de la liberté*, de Howard Fast

### Dimanche

**Éric Aunoble**, pour le livre *Lénine*, de Nina Gourfinkel

**Camille Lefebvre**, pour son livre *Des pays au crépuscule: le moment de l'occupation coloniale (Sahara, Saïel)*

**Michèle Audin**, pour le livre *Autour de la France (1844)*, de Flora Tristan

**The Spark**: la grève de l'automobile aux États-Unis

**OTR**: Haïti, quand l'impérialisme a fait de la «perle des Antilles» les égouts gangstérisés de la Caraïbe

**Nathalie Laclau, Guy Dubost, Serge Franceschini**: l'amiante, ses ravages, de l'usine à l'école

**Marie-Laure Dufresne Castets et Pascal Mousy**: la santé et la sécurité au travail, un combat à mener pour les travailleurs

### Lundi

**Christiane Hauchère**, à l'occasion de la parution de son témoignage: *Une vie de militante à Orléans et aux Chèques Postaux-La Source*

**Nicolas Norrito**: B. Traven, un romancier révolutionnaire

**Fabien Archambault**, pour son livre *Les légendes du siècle, une histoire des JO en douze médailles*



## Au Carrousel de la Connaissance

**Le plastique: un succès et une monstruosité du capitalisme**

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

## Parmi les mille animations

- **Le feu d'artifice**: si le temps le permet, dimanche soir devant le château
- **Le cirque Ülher**
- **Les grands bals**: dans la nuit de dimanche à lundi
- **Chanter ensemble**: des chants révolutionnaires
- **Le manège pour les enfants**
- **Le mur d'escalade**
- **Le petit train**
- **La musique dans les allées**

**1974, la grève du Crédit lyonnais: "C'est la base qui décide!"**

Dimanche 17 heures

Débat avec Arlette Laguiller et ses camarades, film-témoignage (55 min), expo-photos



## La Cité des sciences

Des scientifiques et des chercheurs viennent présenter leurs travaux et débattre avec le public

### Samedi

- **Sophie Sacquin-Mora**: voyage parmi les protéines
- **Stéphen Rostain**: les cités disparues d'Amazonie
- **Kamil Fadel**: qu'est-ce que l'énergie?
- **Vincent Mourre**: le traitement des morts à la préhistoire
- **Jean-Marc Pétilion**: les hommes préhistoriques et la mer

### Dimanche

- **Pierre Drossart**: balade dans le système solaire, et au-delà
- **Catherine Vidal**: transhumanisme, intelligence

artificielle

- **Marylène Patou-Mathis**: l'invisibilité des femmes dans l'histoire de l'évolution humaine
- **Judith Lorant**: nouvelles thérapies géniques pour réparer l'ADN des cellules
- **Maud Tenaillon**: la domestication des plantes
- **Didier Paillard**: les variations des climats et le réchauffement climatique
- **Sacha Guerrini**: les grandes structures de l'univers

### Lundi

- **Anne Hauzeur**: la fouille d'un cimetière et l'égalité femmes, hommes et



enfants il y a 6500 ans

- **Jean-Luc Desruisseaux**: les outils en pierre, témoins des performances de nos ancêtres
- **Alain Riazuelo**: d'où vient le  $E=mc^2$  d'Einstein?
- **Marc Peschanski**: l'intelligence artificielle dans les laboratoires de recherche
- **Alexandre Le Tiec**: trous noirs et ondes gravitationnelles

## Le Préhisto-parc

### Conférences

#### avec les archéologues

- **Olivier Blin**: Les techniques de cuissons céramiques
- **Philippe Lorquet**: Le fer, des étoiles au haut-fourneau
- **Valérie Delattre**: La mort des nouveau-nés dans les sociétés du passé
- **Jean-Luc Desruisseaux et Vincent Mourre**: La taille du silex à la préhistoire
- **Véronique Pissot**: Les céramiques et le mystère de leurs origines
- **Maxime Remicourt et Sarah Beiger**: les conteurs d'histoires et le grès de Fontainebleau

### Mini-conférences

• En quoi le racisme a gangrené le récit de notre préhistoire • L'émergence des inégalités chez les Papous • Homo socialensis: les clés du succès de l'évolution humaine • Races et couleurs de peau: une construction sociale colonialiste • Des villages gaulois aux premières villes de l'âge du fer

### Ateliers d'initiation (pour tous les âges)

- Ouverture du four à céramique et du bas-fourneau
- Fabriquer des pendentifs en stéatite à la mode

préhistorique • Modeller des céramiques par la technique du colombin • Découvrir les grandes familles de nos ancêtres • Fabriquer des céramiques • Le tissage • L'art du feu • Les fouilles archéologiques



## La Cité des Arts

Spectacles-conférences, ateliers permettent d'aborder des notions ou des techniques artistiques, de s'initier à la danse moderne, au dessin et à la peinture sur toile, au chant, au modelage ou à la sculpture sur pierre... Avec une vingtaine de thèmes différents, la Cité des arts, c'est pour tous.

- **La grande (et la petite) histoire du clown** • **Pourquoi l'opéra n'a rien à envier au cinéma** • **Initiation à la calligraphie arabe** • **Venez modeler sur les traces de Niki de Saint-Phalle** • **Initiation à la taille de pierre** • **L'art de la mosaïque** • **Le B.A.-BA du Manga** • **Thriller: les coulisses d'un album mythique** • **La cantatrice Cathy Berberian: la musique contemporaine sans complexe** • **Le vitrail au Moyen Âge, quand le verre sort de terre** • **L'art, les artistes et la révolution russe** • **Petite visite guidée de l'estampe japonaise** • **Il y a 150 ans, les impressionnistes bouleversent les codes de la peinture...**

## Gaza : Biden continue d'armer les massacreurs

**Les bombes et les obus tombent depuis mardi 7 mai sur la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza. L'armée israélienne a aussi lancé une offensive contre le camp de réfugiés de Jabaliya, dans le nord de l'enclave palestinienne, appuyée par des chars et des bombardements aériens.**

D'autres combats ont lieu aussi dans la ville de Gaza, pourtant investie par l'armée israélienne dans les premières semaines de la guerre. Celle-ci prétend mener ces opérations pour empêcher le Hamas de reconstituer ses forces. Mais cela montre surtout que l'organisation islamiste est loin d'être « éradiquée », contrairement aux proclamations du Premier ministre israélien Netanyahu. « Nous avons vu le Hamas revenir dans les zones qu'Israël a libérées dans le nord de Gaza », a déclaré lui-même le secrétaire d'État américain Antony Blinken. En réalité, les dirigeants israéliens mènent la guerre d'abord et avant tout à la population palestinienne, la soumettant aux bombardements aveugles, aux privations de nourriture et de soins. Depuis le début

de l'opération contre Rafah, la situation s'est encore aggravée car l'aide humanitaire n'entre plus du tout dans Gaza. D'après l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, près de 450 000 personnes ont été contraintes de quitter la zone de Rafah, après avoir déjà fui plusieurs fois devant l'avancée des troupes israéliennes.

Le président américain Biden, en campagne pour sa propre réélection, cherche à ne pas s'aliéner la fraction de son électorat indignée de son soutien à une armée qui massacre toute une population depuis sept mois. Après la suspension d'une cargaison de bombes, il a menacé dans une interview sur CNN mercredi 8 mai, de ne plus livrer de bombes et d'obus à Israël en cas d'offensive importante dans les zones

densément peuplées de Rafah car, a-t-il affirmé, des armes américaines ont déjà fait des victimes civiles, et « c'est mal ». CNN a également diffusé dimanche 12 mai un reportage dénonçant les conditions de détention proches de la torture dans un camp de prisonniers palestiniens situé dans le désert du Neguev.

Netanyahu a répondu aux menaces de Biden que les Israéliens sauraient se battre « avec leurs ongles ». Mais il sait en réalité pouvoir compter sur la poursuite de l'aide militaire américaine. Dernière illustration de ce soutien garanti, un rapport du Département d'État, soumis au Congrès le 10 mai, a conclu que les

armes américaines ont « probablement été utilisées » par Israël en « violation du droit international ». Mais cela n'ayant pas été formellement démontré, les envois d'armes peuvent se poursuivre et permettre ainsi à l'État israélien de continuer de massacrer en toute impunité les Palestiniens de Gaza.

Lucas Pizet



Des Palestiniens se préparent à fuir Rafah, le 11 mai.

## Tunisie : Kaïs Saïed veut faire taire les opposants

**L'avocate et chroniqueuse tunisienne Sonia Dahmani a été arrêtée le 11 mai, après que, quelques jours plus tôt, sur la chaîne Carthage+, elle avait contesté les propos racistes d'un autre chroniqueur qui s'en était pris aux migrants subsahariens, les accusant d'envahir son « pays extraordinaire ».**

« De quel pays extraordinaire parle-t-on ? », a ironisé l'avocate, faisant allusion à tout ce qui pousse les jeunes à le fuir. Il n'en a pas fallu plus pour que les autorités la fassent arrêter par des policiers en civil, encagoulés, à la Maison des avocats où elle s'était réfugiée, entourée par des soutiens. Les faits se sont déroulés devant la caméra de France 24, pendant un reportage diffusé

en direct, avant que celle-ci soit neutralisée par les sbires. Accusée d'avoir contrevenu à un certain article 54 d'un décret-loi qui, sous prétexte de diffusion de fausses nouvelles, tente depuis sa promulgation de faire taire toute voix opposante, l'avocate a été soutenue, le 13 mai par une grève de ses collègues à l'échelle du pays.

Ce n'est qu'une attaque de plus du président Kaïs

Saïed, qui accuse systématiquement de complot contre l'État et de complicité avec les puissances étrangères ceux qui s'élèvent contre sa dictature. Peu auparavant, il s'en était pris à des associations humanitaires qui « reçoivent d'énormes sommes d'argent de l'étranger ». Le fond de son intervention consiste à taper, une fois de plus, sur les migrants subsahariens. Depuis près d'un an, ceux d'entre eux qui ont trouvé un travail et un toit en Tunisie, parfois avant de poursuivre leur route vers l'Europe, sont la cible d'une odieuse propagande raciste, largement encouragée voire provoquée par le président. Il s'agit d'une tentative de diversion dérisoire mais classique, face à la crise économique dans laquelle les 12,5 millions d'habitants du pays s'enfoncent.

Le chômage augmente. Officiellement, il atteint 16,4 % de la population active mais bien davantage dans les régions pauvres du centre et du sud. Les produits de base, la farine, le riz, le sucre connaissent des pénuries et des hausses

de prix spectaculaires. Des coupures d'eau récurrentes provoquent des rassemblements, comme dans le secteur de Menzel Bouzalfa. Une grande partie des habitants des banlieues populaires de Tunis et des villes pauvres manquent de tout et subissent, toujours, la corruption à tous les niveaux. Élu en 2019 sur la promesse de faire cesser ce dernier fléau, Kaïs Saïed n'a fait qu'accumuler les déclarations de probité, jusqu'à son coup de force de juillet 2021 où il s'est emparé des pleins pouvoirs.

Rien n'a changé pour la couche de familles bourgeoises prospérant sur les richesses du pays, sur l'exploitation de la population travailleuse et de la jeunesse diplômée mais sans emploi, ni pour les groupes capitalistes occidentaux, en particulier français, profitant de l'ensemble. Kaïs Saïed, lui, s'est engagé à payer la dette de 80 % du PIB aux dépens de la population à laquelle il impose les habituels diktats du FMI et leurs conséquences catastrophiques. Parallèlement,

il s'est pavané sur les photos en compagnie des dirigeants européens en quête de remparts contre ce qu'ils appellent « la vague migratoire ». Il s'est fait fort de sa politique antimigrants pour obtenir les 127 millions d'euros que lui vaut ce rôle.

Cinq ans à peine après son élection, non seulement Saïed a perdu les soutiens populaires dont il a pu bénéficier à l'époque, mais il ne peut manquer d'entendre les voix opposantes. Début mars, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Tunis, à l'appel de la centrale syndicale UGTT, pour l'augmentation des salaires et contre la répression syndicale. En un peu plus d'un an, plus de soixante opposants ont été arrêtés et, il y a quelques jours, l'une d'entre eux a été condamnée en appel, par une cour militaire, à un an de prison ferme. Pour autant, la dictature ne masque pas plus les difficultés économiques croissantes qu'elle ne fait taire le mécontentement.

Viviane Lafont



Le 12 mai à Tunis, une manifestation d'opposants à Saïed.

## Russie : le coût de la guerre

À peine intronisé président de la Fédération de Russie pour la cinquième fois, Poutine vient de se livrer à un jeu de chaises musicales au Kremlin. Bien malin qui peut dire si Choïgou, ministre de la Défense durant vingt ans, a été limogé ou promu en prenant la tête du Conseil de sécurité... Mais une chose est sûre : toute la politique de l'État russe reste placée sous le signe de la guerre.

Alors qu'un tiers du budget de la Russie va déjà à l'effort de guerre, Poutine vient d'annoncer une réforme fiscale. Certes, il n'en a pas précisé les modalités, mais il n'en a pas caché le but : fournir de nouvelles ressources à la défense dans toute une série de domaines.

Il y a d'abord celui des dotations et des commandes au complexe militaro-industriel. Il concerne aussi l'achat d'armements à l'étranger ainsi que de composants indispensables à la fabrication d'armes sophistiquées, des pièces dont les coûts se sont envolés car il faut contourner les embargos occidentaux pour se les procurer.

La priorité accordée à la production militaire, pour faire face aux livraisons

d'armes de l'OTAN à l'Ukraine, a aussi un coût indirect : elle prive de ressources et de bras les autres secteurs économiques et les désorganise.

Depuis des mois, des responsables économiques en font état, en se plaignant surtout de manquer de main-d'œuvre. En effet, des centaines de milliers d'hommes ont été soustraits à la production pour aller au front. En outre, les usines d'armement, gavées de commandes, ont pu presque tripler leurs salaires depuis le début de la guerre pour y faire face. Dans les centres industriels, cela a eu pour effet d'attirer de nombreux ouvriers, d'autant plus que travailler pour la défense protège contre le risque d'être mobilisé. Ailleurs, la

politique de l'État en matière de recrutement militaire a contribué à dépeupler les entreprises.

En effet, la mobilisation de 400 000 hommes à l'automne 2022 avait provoqué un fort mécontentement, et parfois des réactions violentes contre les autorités locales. Depuis, le pouvoir central a évité de prendre un tel risque. Il dit refuser de mobiliser au-delà des seuls conscrits. En même temps, il a fortement augmenté ce qu'il faut appeler le « salaire de la peur et de la mort ». Ainsi, les sommes accordées aux engagés atteignent l'équivalent de plusieurs milliers d'euros. À cela s'ajoutent les primes versées par les régions, dont les chefs veulent présenter au Kremlin des recrutements record. Et, dans les régions les plus déshéritées, il y a ce que le pouvoir central fait miroiter aux familles des soldats : une indemnisation en cas de décès qui peut atteindre 120 000 euros (30 000 en cas d'invalidité), une pension de veuvage, des études



Nouveaux conscrits 2024.

DMITRI MAKEEV / RIA NOVOSTI

gratuites pour les enfants...

En présentant aux plus pauvres comme une aubaine le fait de combattre et mourir « pour la patrie », le Kremlin se targue d'avoir recruté 400 000 combattants sous contrat, sans remous notables. Mais comme ces « avantages » pèsent sur le budget, et d'autant plus que le nombre des tués et des mutilés s'envole, la population va devoir les payer au prix fort.

Déjà, pour faire face au manque de main-d'œuvre, l'Union des industriels et entrepreneurs de Russie réclame une loi l'autorisant à faire faire plus de quatre heures supplémentaires sur deux jours. Or dans certains

secteurs, des horaires de 12 heures par jour sont déjà fréquents. Et cela provoque d'ailleurs des grèves pour les salaires comme cela a été le cas dans les transports de Vladivostok, la capitale de l'Extrême-Orient russe.

Les hausses d'impôts que Poutine annonce sont une autre façon de présenter l'addition de la guerre à la population. Plus discrètement, des médias signalent que, près de Moscou, le Panthéon des défenseurs de la patrie, principal cimetière militaire du pays, affiche complet : le pouvoir va faire déboiser une forêt voisine pour accueillir plus de tombes...

Pierre Laffitte

## Argentine : deuxième grève générale

Judi 9 mai, les syndicats argentins, la CGT péroniste en tête, appelaient à la mobilisation générale contre l'attaque massive qui vise les travailleurs et la population, orchestrée par le président Milei qui prétend démanteler l'État au profit du secteur privé.



En Argentine, avant la grève générale.

La capitale Buenos Aires a ainsi connu une journée sans trains, sans bus, ni métro – 3 millions de personnes y transitent chaque jour. Quatre cents vols aériens et 70 000 passagers sont restés au sol.

La grève ripostait à l'austérité brutale, demandait des salaires et pensions permettant de vivre et a été plus suivie que celle du 24 janvier, déjà très suivie. La contestation de la politique de Milei, qui s'en prend à tous les droits sociaux, ne faiblit pas. Malgré ses

arrangements avec un parti dont il se prétendait l'adversaire, il manque d'appuis au Parlement et a dû reculer sur une partie de ses attaques. Mais, depuis son arrivée aux affaires en décembre dernier, elles ont suscité de nombreuses réactions.

Dès la veille de la grève générale de janvier, des dizaines de milliers de manifestants étaient dans la rue, alors qu'ils étaient menacés de poursuites judiciaires. En effet, le renforcement de l'appareil répressif accompagne la politique de Milei.

Ce qui motivait le plus les manifestants ce jour-là était la suppression des aides alimentaires destinées aux plus démunis. Ainsi, le taux de pauvreté a bondi de 40 % à 57 %, bien au-delà de ce qui s'est produit lors de la crise alimentaire déclenchée par le krach de 2001.

Le 3 avril a vu la mobilisation des travailleurs du secteur public. Milei a d'emblée licencié 15 000 fonctionnaires et le contrat de 55 000 d'entre eux est en cours de révision pour, au mieux, plus de précarité. Mais le 23 avril encore, la mobilisation contre la politique d'austérité a été massive avec un million de personnes dans les rues du pays. La journée de lutte des femmes le 8 mars a donné lieu à une grande manifestation contre le démantèlement des services de santé. Les femmes, qui ont imposé il y a peu la légalisation de l'avortement, ne veulent pas de retour en arrière. Et le 8 mai, les retraités étaient aussi dans la rue. Si en Argentine, les pensions ont toujours été minuscules et souvent payées en retard,

avec Milei c'est la misère assurée.

L'inflation ne diminue pas et atteint 250 % par an, les licenciements sont massifs dans le secteur privé, et notamment la construction. Dans un tel contexte,

la contestation sociale ne risque pas de faiblir. Mais toutes ces colères qui se manifestent ont besoin de se rassembler, pour mettre en échec la politique de Milei et de toute la bourgeoisie.

Jacques Fontenoy

**Lisez**  
**Lutte de classe,**  
revue de l'Union communiste internationaliste



**Au sommaire du numéro 240 (mai-juin 2024) :**

- Lutte ouvrière dans les élections européennes
- Gaza : un massacre avec le soutien de l'impérialisme
- Mayotte : contre la guerre entre les exploités
- Les États-Unis à l'heure de l'escalade guerrière
- Égypte : dix ans de la dictature militaire d'al-Sissi
- Drogue : des affaires rentables
- La route de la liberté et la Reconstruction

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

## Mayotte : crise sanitaire et mépris de l'État

Une enfant de trois ans est morte du choléra à Mayotte le 8 mai et les cas continuent d'augmenter : ils se montaient à 78 le 14 mai. La rentrée des classes a eu lieu lundi 13 mai, et la crainte grandit chez les parents de voir leurs enfants contaminés.

Il y a de quoi avoir peur, car si les autorités continuent à affirmer que « tout est sous contrôle », sur l'île, personne n'est dupe. Après le ministre de la Santé, le recteur a fait preuve du même mépris pour les habitants, affirmant le 13 mai au matin que la maladie « ne se transmet pas si facilement », et qu'il suffit de se laver les mains. Mais l'île connaît encore des coupures d'eau régulières et une bonne partie des habitants n'a toujours accès ni à l'eau potable, ni à de véritables sanitaires.

La filiale locale du groupe Vinci, qui a encaissé des millions sans respecter le contrat de désalinisation et d'entretien du réseau, n'est jamais mise en cause.

Des parents en colère de Trévani, un quartier de la commune de Koungou, où la maladie se propage, se sont mobilisés car une montagne de déchets s'accumule depuis plusieurs semaines contre les grilles d'une école maternelle. Ils dénonçaient à juste titre les problèmes de santé que cela pose pour leurs enfants. Outre le

choléra, d'autres maladies menacent comme la leptospirose, qui se transmet par les rats qui pullulent dans les immondices. Et l'école de Trévani n'est pas un cas isolé.

En raison de cette situation, comme l'indiquait le délégué CFDT de l'hôpital, les soignants sont épuisés. Mais plutôt que de recruter des soignants et des éboueurs, le gouvernement poursuit son opération de police Place nette dirigée contre les plus pauvres. Cette politique criminelle a déjà fait une victime officielle et d'autres sont à redouter dans les semaines à venir.

Tania Lemel



École de Trévani.

## Police : naufrageurs de migrants

Les policiers français contribuent au naufrage d'embarcations chargées de migrants tentant de rejoindre l'Angleterre. C'est ce qu'a pu constater une équipe de Franceinfo accompagnant des membres de l'association Utopia partis fournir de quoi se réchauffer à des migrants victimes d'une telle agression.

« Le bateau se trouvait à environ dix ou quinze mètres de la plage, rapporte l'un d'eux, et trois policiers se sont approchés et ont crevé les boudins avec un couteau. Tout le monde s'est retrouvé à l'eau, c'était très dangereux. Trois ou quatre personnes ont failli se noyer. »

Alors qu'il est en principe interdit à la police d'intervenir en mer, y compris près des côtes, celle-ci ne s'en prive pas. Ces pratiques restent couvertes du voile du silence, sauf quand des journalistes ont la volonté de questionner celles et ceux qui en ont été victimes,

parfois à plusieurs reprises. Cela avait été le cas lors d'une enquête du journal *Le Monde* et d'autres quotidiens européens. Les témoignages étaient édifiants, comme celui d'un rescapé dont l'embarcation avait été percutée à pleine vitesse par un navire de la gendarmerie dans lequel un policier brandissait une grenade lacrymogène. Un autre racontait comment un navire de la police avait fait prendre l'eau à l'embarcation où il se trouvait en effectuant des cercles à grande vitesse autour d'elle.

Le 11 août 2023, un

gendarme avait demandé à un membre d'équipage de la Société nationale de sauvetage en mer de l'aider à percer un bateau au large de la plage de Berck-sur-Mer, ce qu'il avait bien sûr refusé. Interpellée, la préfecture maritime avait répondu qu'il ne pouvait bien sûr s'agir que d'une initiative individuelle. Mais le fait que de telles initiatives persistent et se multiplient est en lui-même révélateur de l'état d'esprit entretenu par la hiérarchie policière, qui est de tout faire pour empêcher les migrants de rejoindre les côtes anglaises. Le gouvernement anglais verse 543 millions d'euros à la France pour faire ce sale travail et, sur les côtes françaises, les forces de police ne répugnent pas à mettre en danger des vies humaines pour s'en acquitter.

Daniel Mescla

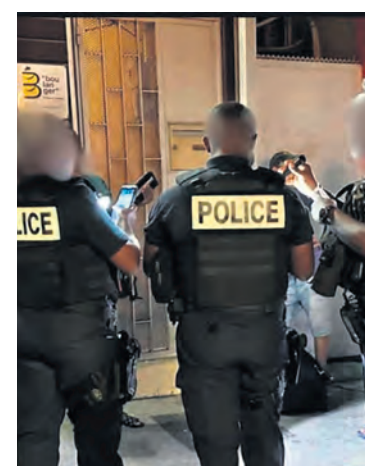
## Guadeloupe : couvre-feu et coups de feu

En Guadeloupe, le couvre-feu pour les mineurs est entré en vigueur le 22 avril après l'annonce du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, de passage sur l'île.

Depuis, dans plusieurs quartiers de Pointe-à-Pitre et des Aymes, les jeunes de moins de 18 ans ont interdiction de se trouver dehors entre 20 heures et 5 heures, sauf s'ils sont accompagnés d'un adulte exerçant l'autorité parentale.

Cette mesure a été décidée prétendument pour lutter contre la délinquance en augmentation. L'État a aussi mis en place des opérations coup de poing appelées Place nette, avec des descentes inopinées de la police dans certains quartiers.

Presque un mois plus tard, le bilan du week-end du 10 au 12 mai a été lourd : cinq agressions par armes à feu dans cinq communes différentes ont fait deux blessés et trois morts. Les victimes ont entre 24 et 35 ans. Deux de ces communes appliquent actuellement le couvre-feu des mineurs. Preuve, s'il en était besoin, que celui-ci et Place nette ne suffiront pas à endiguer la délinquance.



Opération Place nette en Guadeloupe.

Ce ne sont que des opérations publicitaires pour Macron et Darmanin. Une lutte effective contre la délinquance ne pourra venir que des travailleurs et des exploités, s'ils construisent un monde débarrassé du capitalisme et des paradis artificiels dans lesquels se noie une partie de la jeunesse, contrainte de vivre dans la misère, le dénuement et les trafics en tout genre.

Noéline Ramin

## Ferries Transmanche : une loi pour la galerie

Cet article est paru dans *Workers'Fight*, mensuel trotskyste britannique (UCI).

Deux ans après le licenciement de 786 employés des ferries P & O et leur remplacement par des travailleurs intérimaires mal payés (5,66 euros de l'heure), une nouvelle législation française et britannique censée protéger leurs emplois et leurs conditions de travail entre en vigueur cet été.

Il appartiendra aux autorités portuaires des deux côtés de la Manche de veiller à la mise en œuvre de ces « protections ». Or actuellement, P & O Ferries impose des quarts de travail de douze heures, sept jours sur sept, pendant dix-sept semaines d'affilée !

Les nouvelles lois sont censées mettre un terme à cette surexploitation. Les opérateurs de ferries entre la Grande-Bretagne et la France devront

désormais payer le salaire minimum à leurs équipages, qui ne seront pas autorisés à travailler plus de deux semaines d'affilée à bord. Mais c'est la théorie...

Car il y a une échappatoire pour ces patrons : ces lois ne s'appliqueront qu'aux navires faisant au moins 120 escales par an dans le même port. La proposition initiale était de fixer ce nombre à 52, mais elle a été modifiée à la suite de discussions entre le gouvernement et les compagnies de transport maritime. Ainsi, de légères adaptations de leurs lignes leur permettront d'échapper totalement à la loi, moyennant seulement l'utilisation de différents ports pour accoster !

Workers'Fight

## MA France - Aulnay-sous-bois : "Tavares, tu mets 280 familles au chômage"

C'est avec cette banderole que les travailleurs de MA France, sous-traitant de Stellantis situé à Aulnay-sous-Bois en Seine Saint-Denis, sont arrivés en manifestation lundi 13 mai au tribunal de commerce de Bobigny.

Les travailleurs venaient chercher la réponse du juge suite à la demande de leur patron de la mise en dépôt de bilan de l'entreprise. Sans surprise, le tribunal a prononcé la liquidation judiciaire immédiate.

Dans cette société, les lois sont faites pour protéger les patrons, en particulier les plus gros d'entre eux. Stellantis a décidé de se débarrasser de son sous-traitant d'Aulnay et l'a délibérément étranglé financièrement avec la complicité du groupe

CLN, propriétaire de MA France. Mais il n'est pas question pour la justice ou pour l'État de demander des comptes au donneur d'ordre. Des centaines de travailleurs sont mis brutalement au chômage sans aucune garantie pour leur avenir, sans même un plan social pour amortir un tant soit peu la perte de leur emploi.

Côté gouvernemental, les travailleurs ont droit à des sourires gênés et à des paroles fausement

compatissantes. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a indiqué que le ministre de l'Industrie, Roland Lescure, suit personnellement le dossier. Il faut dire qu'entre les fanfaronnades de Macron sur la réindustrialisation du pays et la valse des milliards de cadeaux annoncés pour les actionnaires, en particulier ceux de l'automobile, la liquidation brutale de MA France assombrit le décor.

Les travailleurs de l'usine, en grève totale depuis un mois, ont bien compris qu'il fallait se battre pied à pied face aux mensonges et aux manœuvres de leurs patrons, qui compaient les faire travailler



jusqu'au bout tandis que les actionnaires avaient programmé depuis longtemps de se débarrasser d'eux. Dès la nouvelle connue de la liquidation judiciaire, ils sont partis en manifestation au tribunal judiciaire de Bobigny pour interpeller le procureur de la république afin qu'il fasse appel de la décision du juge.

Dans un premier temps, le procureur a fait dire qu'il n'était pas là et qu'il suffisait de lui envoyer un mail pour qu'il réponde dans les quinze jours. Les travailleurs de MA France ayant marqué leur détermination

à rester devant l'entrée du tribunal en faisant le maximum de bruit, miraculeusement, le procureur est apparu et a reçu une délégation, sans rien promettre d'autre que d'étudier le dossier.

Nombre de travailleurs, dont plusieurs ont ressorti les badges « On se battra comme des lions » du temps de la fermeture de PSA Aulnay, ne comptaient pas en rester là. Jeudi 16 mai à 11 heures, ils s'étaient donné rendez-vous devant le ministère de l'Économie pour interpeller le ministre Bruno Le Maire.

Correspondant LO

## Air Austral : un accord qui taille dans les salaires

Trois syndicats (CFDT, FO, SNPL) de la compagnie aérienne locale Air Austral ont signé le 9 mai un accord de performance active (APC) avec leur direction, avec l'accord du quatrième syndicat, l'UNSA.

Cet accord entérine une baisse de salaire de 10% et la perte du 13<sup>e</sup> mois pendant deux ans pour les 850 salariés de cette entreprise. La direction d'Air Austral économisera ainsi 11,2 millions d'euros sur la masse salariale.

L'accord s'appuie, disent les signataires, sur un sondage effectué auprès des salariés qui aurait recueilli 53,47% de « oui », et donc aussi l'opposition de près de la moitié des effectifs de l'entreprise. Il fait suite à un premier APC conclu deux ans plus tôt, censé renflouer les caisses et ainsi « sauver la compagnie ». Il avait déjà permis à la direction d'économiser 12,7 millions d'euros aux dépens des salariés.

Aujourd'hui, la direction

d'Air Austral se dit à nouveau en difficulté financière à cause d'avions indisponibles et de la nécessité de contourner le Soudan en guerre pour la ligne qui relie Paris à La Réunion. La ficelle est un peu grosse, car le nombre de passagers débarquant à l'aéroport de Gillot n'a jamais été aussi élevé et Air Austral a augmenté en deux ans ses tarifs de 30%, comme toutes les autres compagnies aériennes. Elle a aussi bénéficié d'un effacement de ses dettes fiscales et sociales de 120 millions d'euros ainsi que de millions d'euros d'aides de l'État et du conseil régional de La Réunion qui vient de remettre 5,5 millions d'euros au pot, alors que les actionnaires

privés, des capitalistes réunionnais, n'ont apporté que 4,5 millions!

À l'annonce de la signature de ce dernier APC, Brema, le directeur d'Air Austral, a « salué l'esprit de responsabilité des syndicats », ajoutant qu'il pourrait ainsi « aller discuter avec nos créanciers et demander à l'État de nous soutenir dans cette restructuration ». En voilà un à qui le gavage d'aides publiques n'a pas coupé l'appétit!

De son côté, l'ex-dirigeante du PCR et candidate sur la liste LFI à l'élection européenne, Huguette Bello, en tant que présidente du Conseil régionale qui est actionnaire à 45% de la compagnie, rétrocedée aux intérêts privés avec sa bénédiction, a déclaré « remercier les salariés pour leur contribution qui témoigne d'un grand sens des responsabilités ». Et d'ajouter : « Je sais en effet ce que cela signifie en terme d'effort personnel pour chacune et chacun des salariés. »

Tout ce petit monde de patrons, de politiciens « pays » et de bureaucrates syndicaux s'acoquent pour faire avaler la pilule des sacrifices aux travailleurs.

Correspondant LO

## RATP : la direction joue avec les primes

Pour les JO et les Jeux paralympiques, la direction de la RATP a soumis à signature une multitude d'accords, avec des écarts considérables selon les catégories de métier.

Le RER et la conduite métro pourront toucher 1600 euros brut. Les agents de station n'auront que 1000 euros, à condition d'être présents durant la totalité des JO. Pour les conducteurs de bus, la prime dégringole à 200 euros. Quant à la maintenance aucune prime globale n'est prévue.

À cela s'ajoutent encore des différences. Par exemple, un conducteur de la ligne 9 touchera plus qu'un conducteur de la ligne 2. Un agent d'une station « fortement impactée » touchera 35 euros au lieu de 15 euros pour celui d'une station située 300 mètres plus loin!

De plus, ces accords s'en prennent également au droit de grève. Ainsi un conducteur de métro ou de RER qui ferait une seule journée de grève pendant la période allant du 22 juillet

au 8 septembre, jour de clôture des jeux paralympiques, perdrait la totalité des 1600 euros de prime.

Ce chantage n'a pas empêché FO et CGT de signer, les deux syndicats majoritaires au réseau ferré avalisant ainsi la politique de la direction. Face à la forte opposition des militants de station qui dénoncent, à juste titre, des accords discriminatoires, la CGT n'a pour l'instant pas décidé si elle signait ou pas l'accord concernant cette catégorie. Quant à l'accord concernant les bus, il suscite une indignation telle que la direction peine à trouver un syndicat pour le signer en l'état.

Toute cette politique de division est à dénoncer et à rejeter! Partout, y compris à la conduite, il y a des agents conscients qu'il faut se battre tous ensemble sur des revendications communes.

Correspondant LO



# Biogroup Lorraine : "Pas de flouze, pas de piquouze"

Lundi 13 mai, plus de 80 % des salariés des 70 laboratoires de Biogroup Lorraine se sont mis en grève reconductible pour les salaires. Biogroup est un regroupement de laboratoires d'analyses médicales qui compte plus de 11 000 employés et 900 laboratoires.

Ces laboratoires ont gagné énormément d'argent lors de la crise du Covid, multipliant le chiffre d'affaires par cinq, tout en demandant aux salariés des efforts, des heures supplémentaires à gogo, pendant que les actionnaires se remplissaient les poches.

Lundi 13 mai, la grève était massive dans les labos de Lorraine, atteignant 92 % de grévistes à Thionville. Dans la presse régionale, la direction dit « se satisfaire de l'augmentation de 1,2 % pour 200 salariés » (sur 780), les autres n'ayant qu'à attendre la fin des négociations annuelles obligatoires (NAO) qui débutent cette semaine.

Eh bien justement, les salariés n'ont pas envie d'attendre. Ils réclament un treizième mois et une augmentation générale des salaires. Ils en ont assez de trimer, assez des pressions incessantes dans les labos et

sur les plateaux techniques qui réalisent les analyses. Ils en ont assez de voir les actionnaires se remplir les coffres pendant que les employés sont « invités » à faire des efforts. Biogroup a fait des bénéfices records : 60 millions depuis 2021 ! Il les a doublés pendant le Covid. C'est la première fois qu'il y a grève à Biogroup Lorraine.

Le mécontentement



dans les laboratoires d'analyses est assez général. De petits labos familiaux et artisanaux, il y a quelques dizaines d'années, ils sont devenus une vraie industrie dirigée par des financiers, les yeux rivés sur ce qu'ils peuvent leur rapporter, des financiers qui vivent sur le dos de la Sécurité sociale, car c'est elle qui paye. Tandis que les usagers touchent moins de remboursements,

les employés triment avec des salaires bloqués, et subissent l'exploitation capitaliste comme tous les travailleurs. Mais, lundi 13 mai, ils ont dit non et mardi 14 le mouvement continuait. La grève a été reconduite pour un troisième jour.

À Metz, dans la matinée, quand les salariés sont allés à la direction, celle-ci a refusé de les rencontrer,

affirmant ne vouloir parler qu'aux syndicats CGT et FO qui animent le mouvement. Syndicats dont d'habitude la direction estime qu'ils ne représentent rien !

Du coup, les grévistes exigent de rencontrer la direction générale de ce groupe riche à millions. Comme ils le disent sur leur pancarte : « On n'est pas des pigeons »

Étienne Hourdin

## Amaltis – La Rochelle : accident du travail et incurie patronale

En 2019, à l'entrepôt d'engrais Amaltis du port de La Pallice, un travailleur a chuté de dix mètres depuis une nacelle à bras télescopique. De multiples fractures et lésions neurologiques ont nécessité son hospitalisation pendant un an et demi, et

il souffre toujours de très lourdes séquelles.

La chute a été provoquée par la rupture de l'axe de la nacelle, dont l'enquête a démontré la corrosion poussée. Au tribunal, l'entreprise et le constructeur se renvoient la balle pour le défaut

manifeste d'entretien qui a causé l'accident. Le milieu corrosif du port aurait nécessité un suivi particulier de cet engin.

La décision du tribunal a été mise en délibéré au 2 juillet. Mais, cinq ans après les faits, il n'a été requis qu'une amende de

15 000 euros, à la charge d'Amaltis pour les deux tiers et de son dirigeant pour un tiers. À comparer avec la prison ferme à laquelle ont été condamnés des gilets jaunes qui, eux, n'avaient blessé personne.

David Louvois

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Jeux Olympiques : la flamme... les idées réactionnaires

Que n'aura-t-on entendu sur la flamme olympique, partie d'Olympie en Grèce avant de voguer vers Marseille à bord du *Belem*? Tout le monde est censé s'enthousiasmer.

Contrairement à ce que répètent les avocats des Jeux, l'idée de ce parcours ne date pas de la Grèce antique... mais des JO de Berlin organisés en 1936 par les nazis. Une flamme était apparue aux JO de 1928, mais le relais fut inventé par les nazis, pour qui il s'agissait de capter l'héritage de l'Antiquité, quitte à revisiter l'histoire à leur manière. Le CIO n'était pas opposé à cette propagande.

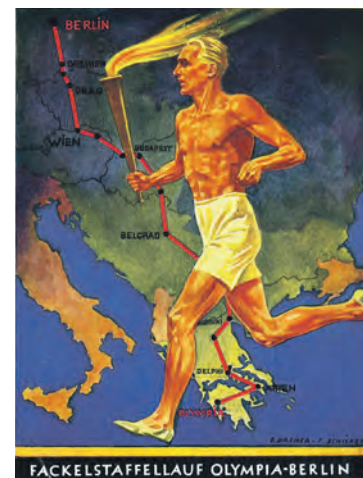
Les Jeux antiques ont été ressuscités à l'initiative du baron Pierre de Coubertin en 1896, à Athènes. Dans l'esprit de cet aristocrate

réactionnaire, le sport devait aider à former les corps sains des élites. « En ciselant son corps par l'exercice, l'athlète antique honorait les dieux, expliquait-il. L'athlète moderne fait de même : il exalte sa race, sa patrie et son drapeau. » Un athlète ne pouvait participer aux JO autrement que sous l'étendard d'une nation. Les cérémonies mises en place au fil des décennies sont délibérément nationalistes, de l'ouverture des Jeux par un défilé des délégations nationales, à la remise des médailles au son des hymnes nationaux. Comme de nombreux aristocrates et bourgeois de son

époque, Coubertin était raciste et antisémite, expliquant à l'époque de l'affaire Dreyfus : « La haute finance israélite a pris à Paris une influence beaucoup trop forte pour ne pas être dangereuse et elle a amené, par l'absence de scrupule qui la caractérise, un abaissement du sens moral et une diffusion de pratiques corrompues. » Le baron était également un misogyne convaincu, hostile aux « olympiades femelles, inintéressantes, inesthétiques et incorrectes ». Il n'admettait la présence féminine que pour, « comme aux anciens tournois, couronner les vainqueurs ». Et les femmes allaient rester longtemps en marge des Jeux.

Quarante ans plus tard, en 1936, même si les JO

restaient contestés par les organisations ouvrières qui avaient leurs propres manifestations sportives (Olympiades ouvrières, Spartakiades), ils avaient gagné en rayonnement et en commercialisation. Les héritiers de Coubertin, l'aristocrate belge Henri de Baillet-Latour qui présidait le CIO et l'industriel Avery Brundage du comité olympique américain, étaient des anticommunistes féroces. Lorsque les nazis parvinrent au pouvoir et qu'une intense campagne eut lieu contre les Jeux de Berlin, les comités olympiques se mobilisèrent contre tout boycott. Le régime nazi put utiliser les JO comme une opération de propagande, avec les



Une affiche des JO de 1936.

félicitations de Coubertin. Aujourd'hui, le logo de Coca-Cola a remplacé la gamme. Mais le caractère réactionnaire d'une telle manifestation n'en demeure pas moins. Le parcours de la flamme olympique est peut-être ridicule, mais il participe à sa manière au décorum de l'ordre social bourgeois.

Michel Bondelet

## Une dure épreuve pour les travailleurs



Du 18 juillet au 11 août et du 28 août au 11 septembre, Paris sera découpée en quatre zones au sein desquelles circuler en voiture – ou même à pied – nécessitera l'obtention d'une accréditation délivrée sous forme de QR code par les services du ministère de l'Intérieur.

Seuls les détenteurs d'un billet et les personnes travaillant directement pour les JO pourront accéder aux

zones grises. Un QR code sera exigé des piétons et des cyclistes en zone noire et la circulation des engins

motorisés interdite, les conducteurs devant présenter un QR code pour entrer en zone rouge ou bleue.

Pour ne rien arranger, la délimitation des zones variera au fil du temps : par exemple, la capitale sera coupée en deux jusqu'au 26 juillet, seuls quelques ponts restés ouverts permettant de traverser la zone interdite. La durée de validité de l'autorisation sera variable, elle aussi : une seule demande suffira pour les riverains, mais les travailleurs circulant en zone bleue devront en refaire une chaque jour.

Entre démarches supplémentaires et difficultés de transport, la gêne occasionnée promet d'être importante pour les travailleurs, aggravée éventuellement par des problèmes techniques et des refus. La

délivrance du QR code sera en effet précédée d'une enquête administrative dite de criblage, consistant à éplucher des dossiers établis par l'État en surveillant la population, qui peuvent comprendre plusieurs millions de fiches : le dossier Traitement d'antécédents judiciaires regrouperait 20 millions de fiches concernant des personnes condamnées ou ayant témoigné. Darnain prétend d'ailleurs que près d'un million de personnes devant participer aux Jeux (agents de sécurité, bénévoles...) auront été criblées avant toute demande.

Pour l'accès au périmètre de sécurité de la cérémonie d'ouverture, la réponse prendra quelques jours selon le préfet, et serait ensuite quasi-instantanée pour les zones rouges. La

décision sera peut-être prise automatiquement, mais selon quels critères ? Pourrait-on la contester, et combien de temps cela prendrait-il ?

Médias et commentateurs se focalisent sur les problèmes que ces mesures posent aux patrons petits et grands : pourront-ils recevoir leurs marchandises, les promeneurs parviendront-ils jusqu'à leurs terrasses ?

Mais elles laissent surtout présager bien des difficultés pour les vendeurs, livreurs à scooter, cuisiniers, ouvriers du nettoyage, tous ceux qui sont dans l'impossibilité de télétravailler... et une pression supplémentaire pour les nombreux sans-papiers exploités dans ces secteurs, obligés de circuler dans des zones saturées de contrôles et de policiers.

Sacha Kami

## Course d'obstacles et prise de tête

Prévoyant les difficultés de circulation dans la capitale au moment des Jeux Olympiques, le ministère des Transports, la Ville de Paris, la RATP et divers organismes ont lancé un site Internet « anticiper les jeux ». Comme son nom l'indique, il est censé permettre aux personnes ayant besoin de se déplacer à ce moment-là de contourner les embûches.

Pour étudier la question il convient tout d'abord de

se munir d'un ordinateur, de patience et de beaucoup d'aspirine. Pour la seule journée d'ouverture, le tableau des autorisations de déplacement, hors transports en commun, comprend 59 lignes, 6 colonnes et 5 codes couleur ! Et de préciser que les ponts sur la Seine auront un traitement spécial et encore inconnu. La carte interactive des transports en commun a de quoi décourager le bidouilleur informatique

de *Mission impossible*. Le reste est à l'avenant et justifie entièrement le conseil officiel : le mieux entre le 26 juillet et le 11 août est de ne pas se déplacer dans Paris et, lorsque c'est vraiment nécessaire, de se déplacer à pied, loin des compétitions olympiques, des équipes de télévision, des officiels et des policiers qui surveillent ce petit monde.

De toute façon, il n'y aura aucune raison de

sortir de chez soi dans cette période, puisque le monde entier est censé s'arrêter pour admirer les spots publicitaires, les commentaires nationalistes,

les colliers de superlatifs journalistiques et la débâche d'argent faisant retour dans les caisses des multinationales.

P. G.

